

**DELIBERATION N°2024.12.07**  
**SEANCE ORDINAIRE DU CONSEIL MUNICIPAL du 12 DECEMBRE 2024**

L'an Deux Mille Vingt-quatre, le douze décembre, à 19 heures, le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué en séance ordinaire, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, à la salle du conseil, sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre REVERCHON, Maire.

Date de Convocation du Conseil Municipal : 05 décembre 2024

**Présents :**

M REVERCHON, Mme REIX, M DECEUR, Mme ALLAIN-MONNIER, M ZWISLER, Mme CARANO, M PHULPIN, Mme SIMON, M JOLY, M PALTRINIERI, M COLAS, Mme EYSSERIC, M FAVIER, M CHAVET, M LAUMAIN, Mme PIERI, M BERNON, Mme PAWLOWSKI, M CHUZEVILLE, M OZENFANT, M COLOMBIER, Mme SEGURA, M ANDREO, M BRIZE, M CHETAIL.

**Pouvoirs :**

Mme RAMPON donne pouvoir à Mme PIERI

Mme JANODY donne pouvoir à Mme CARANO

**Absents :** Mme COLLET, Mme ROUX.

Nombre de Conseillers : 29

En Exercice : 29

Présents : 25

Votants : 27

Mme REIX a été élue secrétaire de séance, à l'unanimité.

**CAVBS – INSTRUCTION DES DEMANDES D'AUTORISATION DU DROIT DES SOLS – NOUVELLE CONVENTION DE MUTUALISATION AVEC L'AGGLOMERATION**

Par délibération du Conseil Communautaire en date du 30 septembre 2014, la Communauté d'Agglomération Villefranche Beaujolais Saône a créé un service commun d'instruction des demandes d'autorisation d'urbanisme. En mutualisant l'ingénierie au service des communes, l'objectif est d'assurer l'instruction des demandes d'autorisation du droit des sols et d'apporter expertise et conseils aux communes confrontées à des réglementations et procédures de plus en plus complexes. A cet effet, une convention avait été signée par la Communauté d'Agglomération avec chaque commune pour la période 2014-2020, à l'exception de la ville de Villefranche sur Saône au regard de problématiques urbaines spécifiques.

Une nouvelle convention de mutualisation avait été signée le 28 janvier 2021 pour la période 2020-2026 afin d'intégrer les points suivants :

La dématérialisation des autorisations du droit des sols,

La transmission systématique des déclarations préalables pour division parcellaire au service d'instruction mutualisé afin d'assurer une meilleure cohérence dans la prise en charge des dossiers depuis la division jusqu'à la construction ;

La facturation aux communes des frais généraux du service calculée en fonction des l'activité réelle de l'année écoulée.

Ce mécanisme de mutualisation ne constitue pas un transfert de compétences mais un service commun. Ainsi, les communes enregistrent les demandes d'autorisation d'urbanisme. La signature des arrêtés d'autorisation ou de refus des demandes reste de la compétence exclusive des maires.

En 2025, la Communauté d'Agglomération approuvera son nouveau PLUi-H. Ce nouveau document d'urbanisme représente un projet fondateur pour le territoire, visant à répondre aux défis actuels et futurs en matière d'urbanisme et de développement durable.

Il repose sur trois mots clés : maîtrise, exigence et qualité. Il vise un équilibre entre développement et qualité de vie, dans un cadre et avec des outils communs aux 18 communes du territoire. Cette démarche permettra ainsi de favoriser un développement harmonieux et durable du territoire tout en prenant en compte les spécificités de chaque commune.

Dans ce contexte, la commune de Villefranche sur Saône souhaite rejoindre les 17 autres communes dans le service commun d'Autorisation du Droit des Sols (ADS) de la Communauté d'Agglomération. Avec un service d'instruction mutualisé qui couvrira l'ensemble des communes de la Communauté d'Agglomération, les objectifs affichés sont les suivants :

Harmoniser l'instruction des actes d'urbanisme sur tout le territoire communautaire ;  
Poursuivre la qualité de service de l'urbanisme pour le territoire dans le contexte où la Communauté d'Agglomération porte la compétence « aménagement de l'espace communautaire » ;  
Accompagner les projets de constructions avec une exigence renforcée ;  
Créer une doctrine commune de l'instruction avec le nouveau PLUi-H ; Conforter le partenariat avec toutes les communes.

Afin de maintenir la qualité d'instruction du service commun ADS, la typologie des actes instruits restera identique à l'actuelle convention : instruction des permis de construire (PC), permis d'aménager (PA), permis de démolir (PD), certificat d'urbanisme opérationnel (CU b), déclaration préalable de division (DP division), et déclaration préalable simple (OP simple).

Le volume supplémentaire d'actes à instruire nécessite la création de deux postes pour continuer d'assurer le même niveau de service.

Ces postes ont été créés au tableau des effectifs de la Communauté d'Agglomération lors du conseil communautaire du 9 octobre 2024, sachant que l'un de ces postes sera pourvu par transfert d'un agent actuellement affecté au service urbanisme de la ville de Villefranche-sur-Saône.

Pour calculer la refacturation du service aux communes, la convention actuelle comporte une pondération des actes en fonction de leur typologie (permis de construire, permis d'aménager, permis de démolir, certificats d'urbanisme, etc.).

Pour prendre en compte l'évolution des actes à instruire, il est proposé d'intégrer dans la pondération une distinction entre les autorisations concernant :

Des logements individuels,  
Des petites opérations de logements collectifs jusqu'à 15 logements ;  
Des opérations de plus de 15 logements.

Cela permet de prendre en compte les spécificités territoriales et les typologies variées de constructions sur le territoire et d'être au plus proche de la réalité en termes de temps d'instruction passé par acte :

Permis de construire initial et modificatif logement individuel : pondération de 1

Permis de construire initial et modificatif logement individuel groupé : pondération de 1,2

Permis de construire initial et modificatif logement collectif (moins de 15 logements) : pondération de 2,4  
Permis de construire initial et modificatif logement collectif (plus de 15 logements) : pondération de 3

Permis d'aménager : pondération de 1,2

Permis de démolir : pondération de 0,2

Déclarations préalables valant division ou extension : pondération de 0,8  
Autres déclarations préalables : pondération de 0,5

Les certificats d'urbanisme B : pondération de 0,4

Vu :

Les articles L.5211-1 et L.5211-4-2 du code général des collectivités territoriales ;

Le code général de la fonction publique ;

Le projet de convention de service commun d'instruction des demandes d'autorisation et actes relatifs à l'occupation et à l'utilisation du sol ;

Entendu l'exposé du maire,

Après en avoir délibéré, à l'unanimité,

Le conseil municipal :

- APPROUVE les termes de la convention à passer entre la Communauté d'Agglomération Villefranche Beaujolais Saône et la commune relative au service commun d'instruction des demandes d'autorisation et actes relatifs à l'occupation et à l'utilisation du sol.
- AUTORISE Monsieur le Maire à signer ladite convention.

Et ont signé sur le registre tous les membres présents

Jassans-Riottier, le 12 décembre 2024

Jean-Pierre REVERCHON

Maire

